



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MERCREDI 23 NOVEMBRE 2022

CAROLE GRANDJEAN VIENT DE GAGNER CONTRE LES PLP ET CONTRE L'AVENIR DES FILS ET FILLES DE PAUVRES PARENTS QUE LE POUVOIR SOUHAITE GARDER « INVISIBLES » !

Le SNETAA poursuit le combat car il est le syndicat historique de l'enseignement professionnel au sein de l'École de la République.

L'intersyndicale de l'enseignement professionnel s'est réunie ce mercredi 23 novembre.

Après la mobilisation historique du 18 octobre, du 17 novembre et de la manifestation nationale du SNETAA-FO qui a réuni plus de 2 000 PLP, l'intersyndicale vient de caner ! Pas le SNETAA ni Force Ouvrière.

Tout cela pour cela ?

Avoir mobilisé les PLP qui ont perdu deux jours de salaire pour plier aujourd'hui parce que certaines organisations sont invitées à une réunion en guise de de respectabilité ? Les personnels seront seuls juges !!!!

Cela tombe bien, tous les personnels sont invités à se déterminer dans un vote du 1^{er} au 8 décembre, ils sauront trancher !

Le SNETAA, premier syndicat des PLP – avec sa fédération, la FNEC FP FO et sa confédération, Force Ouvrière – n'abandonne pas les PLP.

Aucune garantie n'a été donnée : ni les emplois, les postes de PLP ! Ni pour le gel des fermetures des lycées parisiens et ceux du Grand-Est ! Aucune garantie pour un avenir pour nos jeunes qui ne soit l'apprentissage quand les entreprises ne veulent pas de « ces jeunes-là ».

Après « ces gens-là », le gouvernement veut se débarrasser de « ces jeunes-là ».

Devrions-nous les abandonner ? notre réponse est claire : NON !

Les jeunes de l'enseignement professionnel méritent que l'École de la République leur offre une première chance digne qui permette à chacun d'acquérir une culture commune, seule à permettre de devenir un Homme, une Femme, un Citoyen, une Citoyenne !

Par des pédagogies toujours novatrices, les lycées professionnels instruisent, transmettent aux élèves, ceux-là même que le collège unique déverse sans s'arrêter sur leurs talents autres qu'académiques, un enseignement général de qualité, une culture qui intègre, la laïcité qui soude. C'est de tout cela que le gouvernement ne veut plus ?

Notre choix est fait !

On ne veut plus qu'on instruisse ni qu'on enseigne, encore moins qu'on transmette ! C'est toute l'École qui est attaquée.

C'est rejeter des jeunes qui ne seraient bons... à rien.

À rien, même pour les métiers en tension.

Et pendant ce temps-là, le patronat, Medef en premier, revendique de faire appel à une immigration pour remplir ces emplois restés vacants car sous-payés avec des conditions de travail souvent déplorables.

Et pendant ce temps-là, les enfants de pauvres, les enfants de petits commerçants et artisans, les enfants des gilets jaunes, on leur propose de rester sur le quai de « la mondialisation heureuse » en se contentant de minima sociaux pour regarder les trains qui passent. Et les emplois qui leur passent sous leur nez ! Beau programme !

Madame la Ministre, vous venez de gagner une partie. Mais seulement une bataille. Nous avons un autre projet pour l'École : celui de former l'Homme, le Citoyen et le Travailleur !

Vous venez de signifier que le Président de la République ne serait pas le président de ces jeunes que vous souhaitez reléguer.

Président des riches, disent-ils ?

La reindustrialisation du pays n'était donc qu'un vague programme, un écran de fumée. La France a déjà été dépassée par l'industrie italienne et est en passe d'être dépassée par l'industrie espagnole.

C'est sûr : il faut une volonté politique pour que les entreprises, les usines dont nous avons besoin pour réduire la dépendance de la France (masques, blouses, paracétamol, indépendance énergétique...) s'installent et il faut des travailleurs qualifiés qui nous manquent donc de les former pour avoir les soudeurs, conducteurs de bus, réparateurs d'objets à l'obsolescence programmée dont la France a besoin. Nous avons besoin de jeunes qui se destinent aux métiers du soin à la personne, aux métiers du bâtiment, aux métiers liés à la transition écologique...

L'école leur donnait cette chance : une qualification, un diplôme national reconnu dans les conventions collectives, celles-là qu'on veut tout autant détruire pour avoir transformé les salariés en moutons dociles, corvéables et non des Hommes, des Citoyens, des Travailleurs.

Les intellectuels se lèvent contre le projet de réforme (tribune dans Le Monde du 22/11/2022).

Les PLP avec le SNETAA FO ne caneront pas : ils défendent quoi qu'il en coûte une École républicaine, gratuite, laïque ouverte à toutes et tous, sans tri, pour que chacun trouve sa juste place dans ce qui fait peuple : une nation forte, industrielle et écologique.

Pour la France !

Le SNETAA FO, sous aucune forme, n'apportera sa caution au démantèlement de l'enseignement professionnel ni à celui du beau métier de professeur de lycée professionnel : nous n'irons pas à une séance de bavardage au ministère ce vendredi 25 novembre.

Nous avons déjà boycotté les groupes de travail quand d'autres avaient décidé d'aller s'y ennuyer et apporter leur caution de leurs mandants. Quand pourtant la Ministre avait déjà annoncé leurs conclusions : nous les refusons !

Même seul, le SNETAA mènera le combat car nous avons un autre projet pour les élèves et l'École de la République. Un projet pour « les braves gens » et leurs enfants !

Aux personnels, aux parents, aux élèves, aux partis politiques de défendre l'enseignement professionnel initial, public et laïque !

Ce combat, c'est le combat du SNETAA !